

Jugement d'assises : de l'inculpation à la réhabilitation du professeur de français

Cristina Robalo Cordeiro
Universidade de Coimbra

Depuis la rentrée 1976 je suis professeur de français.

J'ai commencé ma carrière à l'Ecole Secondaire Eugénio de Castro de Coimbra et l'inoffensive débutante de 21 ans que j'étais avait reçu la charge d'une classe de petits durs d'un quartier périphérique de la ville. Je mentrais en disant que je garde de cette initiation un souvenir émerveillé !

Le désordre de ces années révolutionnaires (du PREC) les bâtiments en préfabriqué, mon inexpérience absolue, l'angoisse de me retrouver seule dans la cage aux fauves, les contraintes administratives, la hiérarchie, l'indifférence des collègues, la conscience de mes insuffisances, la sensation cuisante surtout d'une chute brutale dans le réel après mes années d'études supérieures, tout en fait contribuait au « cafard » qui gâchait les week-ends que je consacrais d'ailleurs entièrement à la préparation de mes cours.

Tout sauf, bien sûr, le français lui-même, cette langue dont je suis tombée amoureuse à 15 ans en écoutant Jacques Brel et qui me semblait la chose la plus précieuse, la plus délicieuse à enseigner, même aux ostrogoths pubères à la civilisation desquels je consacrais - bien vainement - ces premiers efforts pédagogiques.

Depuis, trente-quatre ans ont passé mais je me sens toujours solidaire de cette jeune professeur désarmée, forte de sa seule passion pour le français, et que j'ai retrouvée plus tard à de très nombreux exemplaires lors de mes tournées de coordinatrice de stages dans la région de Coimbra.

Que de tristes collègues j'ai visités, au fond de campagnes à moitiés urbanisées où la pauvreté et l'alcoolisme levaient depuis des siècles leur tribut sur une population encore largement analphabète ! Et quelle surprise c'était de découvrir dans ces établissements scolaires, gris comme des casernes, un petit groupe de professeurs ardents et joyeux, un club de français, des élèves sympathiques, une exposition de peinture ou de photographie: après un petit goûter pris avec eux, je repartais souvent avec un cadeau de l'école comme si c'était moi qu'il fallait remercier de quelque chose

alors que je me sentais remplie de reconnaissance et d'admiration pour ces collègues véritablement héroïques dont toute l'existence se déroulait et se déroulerait dans ce décor terne, au milieu de ces adolescents eux-mêmes voués à une vie médiocre.

Car j'avais, moi, échappé à cet univers que je trouvais à la fois déprimant et sublime comme ces atmosphères des romans de Georges Bernanos, où la description naturaliste sert de repoussoir à la sainteté des personnages.

Une bourse à l'Université de Poitiers, obtenue à travers le Service Culturel de l'Ambassade de France, m'avait fait remonter du fond de la mine et allait me permettre de vivre trois années d'épanouissement culturel dans un pays dont je connaissais la langue mais non encore les mœurs ni les gens. Cette évasion française et, par la suite, la chance d'obtenir un poste d'assistante stagiaire dans mon Université ont décidé de mon destin professionnel, si différent de celui de mes camarades de fac attachées à leur vocation première de professeurs de portugais-français dans l'enseignement secondaire.

Durant de nombreuses années, je les rencontrais, ces camarades, toujours avec la même émotion, dans le cadre des journées pédagogiques que j'organisais à Coimbra et auxquelles participaient des centaines d'étudiants à nous devenus à leur tour des collègues. Mon émotion, à bien l'analyser, était faite d'un peu de mauvaise conscience : comme celle que pouvait éprouver en 1917 un officier d'Etat-major fraternisant avec d'anciens compagnons sortant de l'enfer des tranchées.

Car entre mon expérience professorale et la leur, il n'y avait pas seulement une différence de degré mais une différence de nature : et pour elles (c'était, évidemment, surtout des femmes), la situation depuis les années 70 n'avait pas cessé d'empirer. Elles avaient choisi un métier, réputé assez stable et tranquille, mais dont les conditions d'exercice se ressentaient de plus en plus des mutations de la société. Tandis qu'à l'Université j'ai pu enseigner la littérature jusqu'en 2002 comme si rien n'avait changé dans le monde, elles, en revanche, recevaient de plein fouet l'impact d'une massification et, disons le mot, d'une prolétarianisation intensive de l'enseignement, d'une révision incessante des méthodologies, d'une désorientation chronique des stratégies ministérielles, etc.

Il est inutile que j'examine tous les facteurs de cette dégradation de l'enseignement public au Portugal. Vous les connaissez mieux que moi et vous en avez certainement débattu ce matin en dressant l'état des lieux du français. Ladite crise du français n'est, à mon sens, qu'un symptôme parmi beaucoup d'autres, plus douloureux que d'autres dans la mesure où il nous touche au cœur, nous professeurs de français. Il est remarquable à cet égard que beaucoup de nos concitoyens, à commencer par mes collègues à l'Université, se montrent insensibles à notre désarroi, quand ils n'expriment pas, ce qui est bien pire, leur compassion avec un sourire condescendant, comme si nous avions misé sur le mauvais cheval alors qu'il s'agit d'une bataille dont l'issue intéresse chacun.

Si j'ai commencé mon exposé par une espèce de récit, où l'affectivité a sa part, c'est que j'ai voulu d'abord m'impliquer comme sujet – et sujet souffrant - dans un débat global d'une complexité infinie, dont l'enjeu théorique et pratique est en définitive, pour reprendre une formule devenue courante, la concurrence culturelle au XXI siècle. Que nous soyons, individuellement ou même en tant que classe professionnelle, dépassés par l'ampleur du problème ne doit cependant nous empêcher de nous assumer comme acteurs et protagonistes d'un drame dont l'issue, imprévisible, dépend aussi de nous.

Si donc j'ai intitulé cette intervention « jugement d'assises », c'est que, jouant sur l'équivoque du mot « assises » - à la fois rassemblement et tribunal - j'aimerais réfléchir, dans une espèce d'examen de conscience, sur la part de responsabilité qui nous revient dans la mort - annoncée - d'une discipline scolaire et universitaire jadis florissante et prestigieuse.

Il m'est en effet arrivé d'entendre, en haut lieu (comme on dit), incriminer les enseignants, qui n'auraient pas su protéger les positions du français dans le système éducatif lui-même. Si le français avait eu de meilleurs défenseurs à l'Ecole, les attaques sournoises ou directes dont il est à présent la cible le trouveraient bien plus fort. Son affaiblissement viendrait ainsi de notre faiblesse. Avec des amis comme nous, le français n'aurait pas besoin d'ennemis, etc. Que répondre à ces griefs ? Si nous voulons contribuer à sauver ce qui peut encore être sauvé, nous devons avoir le courage de nous juger, de prendre la mesure de nos failles, de nous corriger aussitôt après.

Je crois qu'il est possible de distinguer trois plans d'accusation. Le premier, psychologique, concerne la qualité affective de notre engagement. Le deuxième, technique, regarde la pédagogie. Le troisième, dialectique, l'idéologie. Je n'aurai pas besoin de beaucoup développer pour être comprise.

Le premier reproche, le plus grave que l'on peut nous faire est d'avoir, en somme, manqué de passion. Nous avons dit un jour oui au français sans trop y penser, ou c'était un mariage de convenance, pas vraiment un choix fait avec toute notre âme. Le hasard, la nécessité, la facilité nous ont unis au français mais sans qu'il y ait jamais eu désir de faire vraiment connaissance. Et la vie a passé sans que l'amour soit né de la routine. Cette métaphore conjugale vaut ce qu'elle vaut et je ne la filerai pas davantage. Mais que chacun et chacune évalue la force du sentiment qui l'a d'abord conduit et conduite vers le français puis retenu(e) dans ses liens. Si l'amour fait des miracles, l'absence d'amour ne produit que l'ennui.

Je ne chercherai pas ici à dresser une « Carte du Tendre » à la manière de Mlle de Scudéry (ou de Georges Moustaki), où l'on passerait de la Mer Dangereuse au Lac d'Indifférence, hésitant entre Tendresse et Respect. Mais il est vrai qu'il y a une géographie des affections relatives au français, la Perfidie, la Méchanceté, la Tiédeur et l'Oubli formant des localités étrangement peuplées dont les habitants seraient à psychanalyser. Car toutes les nuances, toutes les ambivalences affectives existent dans la relation avec une langue. On peut aimer le français d'inclination, on peut l'aimer d'estime. On peut aussi nourrir un sourd ressentiment à son endroit et je crains que cette disposition ne soit assez répandue au Portugal comme après un trop long règne. Mais qui sondera les reins et les cœurs ? Il serait peut-être bon un jour d'opérer sous hypnose une catharsis de notre psyché collective de professeurs de français. C'est là, dans l'inconscient ou le non-dit, en procédant à une décharge des affects pathogènes, que l'on libérerait peut-être des énergies nouvelles.

Car on tient trop vite pour acquis que nous aimons le français. Ou plutôt on part de ce présumé. Mais une psychanalyse culturelle mettrait au jour des conflits non résolus qui paralysent notre action. Que veux-je dire quand je dis : j'aime le français ? Je me suis essayée, en écrivant ces lignes, à répondre honnêtement à la question. Il ne m'est venu à l'esprit que des mots insuffisants : je me suis alors récité

un poème de Prévert, j'ai chantoné du Brel, j'ai imaginé que je me trouvais à Poitiers en face de Notre-Dame la Grande, dans le Café de la Poste de l'île sénégalaise de Saint Louis avec un livre de Saint-Exupéry entre les mains ou dans le Souk de Marrakech avec mon amie marocaine Ouidad, spécialiste de Marcel Proust. Mais quant à pouvoir parler de cet amour : impossible !

Il me faudrait sans doute relire un peu de Lacan pour mettre ensemble ou faire semblant de coordonner la Chose et la Jouissance, le Désir et le Langage, l'Identité et l'Autre. C'est toujours l'objet petit a qui oppose sa résistance à mon dire. Je m'aperçois que j'ai en effet beaucoup de mal à préciser mon rapport au français et qu'il serait cependant très important que j'y parvienne pour aider les autres à le faire pour eux-mêmes. Je me trompais, du reste, en disant que nous avons manqué de passion. Nous avons surtout manqué, nous manquons des moyens de penser l'ambiguïté de la relation que notre désir soutient avec la langue française, relation où on trouverait de tout, même de la haine. Je n'irais pas beaucoup plus loin dans ce sens mais je sens qu'il y aurait beaucoup à faire dans ce domaine obscur des motivations profondes.

J'ignore si quelqu'un a déjà songé à appliquer les concepts lacaniens au FLE mais il me semble qu'il y a un vaste programme. Tant que nous n'y verrons pas plus clair en nous, il nous sera difficile de construire sur des bases rationnelles purifiées une « relance » du français et l'idée de tuer l'Autre reviendra compulsivement hanter les déclarations les plus passionnées. Qu'il me suffise pour l'instant de constater que nous ne savons pas ce que nous disons quand nous disons que nous aimons (ou que nous n'aimons pas) le français mais qu'il serait très important que nous le sachions en vérité, car tout le reste en découle.

Il m'est beaucoup moins difficile de me placer devant le deuxième chef d'accusation même si je vais prendre plus de risques en me montrant certainement injuste: nous ne saurions pas enseigner le français ! Je laisserai de côté les dons individuels - certains d'entre nous étant des pédagogues nés - pour me concentrer sur la question délicate, voire épineuse moins de la pédagogie que de la didactique. Sur ce point mon discours balance entre le plaidoyer et le réquisitoire. Je vous préviens tout de suite que je suis de parti pris.

On s'est beaucoup plaint de la didactique auprès de moi et je me souviens de témoignages de stagiaires révoltées par la place accaparée par la spéculation sur les capacités cognitives au détriment des connaissances elles-mêmes ou sur l'obligation de construire une démarche progressive dans l'abstrait alors que seule les intéressait l'interaction avec les élèves. Il y a eu un temps où, encore moins prudente qu'aujourd'hui, je n'hésitais pas à croiser le fer avec mes amis didacticiens que je ne comprenais pas plus qu'ils ne me comprenaient, étant les plus sérieux des hommes. J'allais jusqu'à penser que la didactique était une onzième plaie d'Égypte s'abattant sur l'enseignement et, en particulier, sur l'enseignement des langues vivantes, une espèce de parasite chronophage se nichant dans le cerveau et dédoublant toutes les opérations mentales. Je me disais que Zénon d'Elée en divisant à l'infini le mouvement et en empêchant ainsi Achille de rattraper jamais la tortue préluait aux abus de conscience de soi dont souffre la pédagogie moderne. Apprendre à apprendre, apprendre comment on apprend n'est-ce pas comme descendre de bicyclette pour se regarder pédaler ? L'apprentissage d'une langue n'est-elle pas la chose la plus simple pour un enfant qui ignore tout de la façon dont il apprend à parler et qui n'a jamais lu les ouvrages de Robert Galisson ?

Je suis aujourd'hui plus mesurée dans mon évaluation des performances de la didactique. Si je m'obstine à soupçonner en elle une tendance de l'esprit à formaliser au lieu de faire, je reconnais cependant qu'elle a jeté une vive lumière sur certains processus d'apprentissage. Si je continue à voir en elle une propension aux vieux abus de la scolastique, je ne méconnais pas cependant les avantages de posséder une terminologie exacte pour désigner des mécanismes rigoureusement étudiés à la lumière des sciences neurologiques. Mais je la laisse aux didacticiens et aux épistémologues.

Car si la question qui tout bonnement se pose, vu le peu de temps dont nous disposons pour former des professeurs, est de savoir s'il vaut mieux leur apprendre la grammaire française et l'histoire de la langue - qu'ils ne connaîtront jamais assez - ou les prolégomènes à tout enseignement de la grammaire, je m'obstine à croire qu'il vaut mieux malgré tout ne pas lâcher la proie pour l'ombre et se contenter du rudiment.

Je me rends bien compte que je ne dis rien là de très neuf et que des propos de ce genre ont été mille fois réfutés par de plus savants que moi. Le problème c'est que, ayant maintenant une assez longue familiarité avec l'administration, je m'aperçois que l'excès de méthodologie a investi également ce domaine en créant des obstacles artificiels là où suffisent le bon sens et l'initiative personnelle... Qu'il y ait un bon usage de la didactique et qu'elle ait fait sous certains aspects progresser la pensée pédagogique, trop longtemps prisonnière de l'empirisme, je n'en doute pas (et je regrette de n'avoir pas assisté ce matin à la conférence de M. Jean-Louis Chiss). J'opine seulement qu'elle est, comme du reste naguère une certaine linguistique, un tantinet impérialiste.

Disons finalement que le mauvais procès que je lui tente a pour but de reporter sur les méchants didacticiens la faute imputée aux gentils enseignants car il faut bien trouver des coupables. Quelque chose ne fonctionne pas dans l'enseignement du français: qui faut-il pendre sinon ceux qui depuis quarante ans travaillent à le réformer? Je serai encore plus expéditive quant à la troisième imputation qui a trait à l'énergie idéologique du français dont nous ne faisons rien. Autre manière de dire que nous ignorons que le français est une langue qui libère et qui, dans cette mesure, dérange beaucoup de monde. C'est une langue dangereuse pour tous les pouvoirs établis.

J'ai ici trop à dire pour ne pas être très brève et même elliptique. Le français sait dire non. Encore faut-il que nous en soyons conscients! Faisons l'effort de lire au moins pour notre compte des auteurs qui peuvent nous aider à le devenir (je pense à Alain Badiou) et cessons de proposer aux élèves une représentation anodine ou mesquine à l'image de notre propre médiocrité. Nous avons besoin, dans les moments si nombreux aujourd'hui d'aplatissement moral et de pusillanimité, de nous laisser inspirer par la violence d'un Aimé Césaire chantant dans *Soleil cou coupé*

« Le vrai pouvoir opératoire

De la négation » (*Soleil cou coupé*, 1948)

ou par la vigueur de ce qu'écrit Slavoj Žižek au sujet du radicalisme de Robespierre (*Robespierre : entre vertu et terreur*) contre les « manipulateurs cyniques de l'opinion publique ».

Car il y a la vertu politique de la langue française et qu'une simple remarque de grammaire met en évidence : l'opérateur négatif : « ne... pas ». Etrange redondance que cette négation dédoublée dans une langue réputée maigre. Le français, seul au moins parmi les autres langues que je connais, impose d'utiliser deux particules de négation, l'une avant, l'autre après le verbe, comme si on avait mal entendu et qu'il fallait que tout le monde comprenne bien que vous **ne** marchez **pas**. Si, disait Malraux, « l'esclave dit toujours oui » le français dit deux fois non. Non à la tyrannie, non à la soumission. Non au Dominant, non au Consentant. C'est la Jeanne d'Arc de mon grand-père, lui aussi professeur de français, c'est l'appel du 18 juin et c'est, en termes moins guerriers, plus épistémologiques, la très positive « philosophie du non » de Gaston Bachelard, ce bon génie si français. Car le « ne...pas » est en réalité le ressort, le tremplin d'une logique dynamique. Le Non français est un élan. Cet esprit critique, cet esprit frondeur est une création de la France, à la fois sceptique et ardente. Nous avons plus que jamais besoin de la vertu décapante, revigorante de la langue française. Autrement dit, ne soyons pas des moutons ! La seule chance de salut pour le français c'est de faire la différence, mais en termes de pensée. J'ai dit du mal de la didactique – et je le regrette un peu – mais je dirai beaucoup de bien de la dialectique, cette logique de combat. Nous avons la chance d'avoir assisté au cours du dernier demi-siècle à une extraordinaire renaissance de la philosophie française : mais il semble que Michel Foucault et Jacques Derrida, entre autres, soient des inconnus pour nous autres. Ce sont eux pourtant qui peuvent nous donner à comprendre quelque chose à notre monde.

Il ne s'agit pas bien sûr de parler d'eux à nos élèves mais peut-être que les lire modifierait notre représentation du français en nous faisant prendre conscience de nos responsabilités intellectuelles. Car c'est au fond là que je veux en arriver : au français langue de l'intelligence et de l'insoumission. Quand nous parlons français nous n'avons pas le droit d'être bêtes, c'est-à-dire dociles. Notre vrai crime a été de l'être. Il est temps de nous réhabiliter à nos propres yeux.

C'est une question d'honneur. Après avoir longtemps été une source de plaisir, le français est devenu pour moi un point d'honneur. D'honneur de l'esprit. Je reconnais qu'il y a bien d'autres présentations, plus attrayantes, et d'autres manières

plus « branchées » de le défendre, surtout devant les jeunes. J'en ai dans ma carrière utilisé un grand nombre. Mais j'enseigne moins aujourd'hui le français que je ne le professe et le parler est ma façon à moi d'être libre. Les circonstances opprimantes qui nous entourent et celles assez sinistres qui s'annoncent à l'horizon de la culture nous interdisent d'être frivoles. Il nous reste à être courageux.

A Waterloo le général Cambronne, commandant le dernier carré de la Vieille Garde, a refusé de se rendre. Quand j'ai fait le tour des raisons de ne pas désespérer du français, il m'arrive de penser à ce héros. Sa célèbre interjection vaut à elle seule tout un discours et je crois qu'il m'aurait suffi de la reproduire pour faire passer mon message.